

20251017 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/67575/comment-la-france-peut-nous-abandonner-de-cette-maniere---a-rennes-300-migrants-vivent-dans-un-des-derniers-campements-informels-de-france>

Grand angle



Environ 300 migrants, dont 85 mineurs, vivent dans le parc Maurepas, à Rennes, en octobre 2025. Crédit : InfoMigrants

"Comment la France peut nous abandonner de cette manière ?" : à Rennes, 300 migrants vivent dans un des derniers campements informels de France

Par [Leslie Carretero](#)

Depuis sept mois, la ville de Rennes, en Bretagne, abrite un des derniers campements de migrants de France métropolitaine, à l'heure où les autorités démantèlent quasi systématiquement chaque nouveau lieu de vie informel. Environ 300 exilés, dont de nombreux enfants, vivent dans le parc de Maurepas, au nord de la ville, dans des conditions précaires. Reportage.

Un matelas usé, recouvert de couvertures abîmées, abandonné devant le parc de Maurepas laisse imaginer ce qu'il se joue derrière la clôture verte. De l'autre côté des barrières, quelques tentes éparpillées se dressent sur l'herbe, entre des arbres. Au fond d'une allée, un immense champ de tentes et de bâches bleues apparaît et recouvre la pelouse de ce jardin de la ville de Rennes, en Bretagne.

Depuis le 17 mars, un campement de migrants s'est formé dans le parc de Maurepas, quelques jours avant la fin de la trêve hivernale. Comme chaque année depuis 2019, ce lieu se transforme en camp de fortune l'espace de quelques mois – jusqu'à ce que des militants ouvrent des squats, tolérés par les autorités pendant l'hiver mais expulsés à la fin de la trêve. Tous les ans, les Rennais observent le même ballet.



Quatre-vingt-cinq enfants vivent dans le parc Maurepas, à Rennes, en octobre 2025. Crédit : InfoMigrants

Mais cette année, un facteur diffère : le camp n'a jamais accueilli autant de personnes au même moment. Actuellement, environ 300 migrants vivent là, dont 85 enfants, selon les chiffres de l'association Utopia 56, une des seules à intervenir sur place. Parmi eux, on compte une quarantaine de mineurs isolés et une quinzaine d'enfants de moins de trois ans. À cette même période en 2024, les militants avaient recensé 150 personnes, moitié moins. "Cette année, on pense qu'aucun squat ne sera ouvert car il y a beaucoup trop de monde", signale Suzanne Mamet, co-coordinatrice d'Utopia 56 à Rennes.

A lire aussi

["Je dors deux heures par nuit" : la vie dans un campement parisien ciblé par des expulsions sans mise à l'abri](#)

Ce camp, de taille aussi importante, est un des derniers à perdurer en France métropolitaine, à l'heure où les autorités prônent une politique du "zéro point de fixation" et délogent quasi systématiquement tout nouveau lieu de vie informel. Dans la capitale, ce genre de campement a totalement disparu. Les migrants se cachent, "s'invisibilisent", déplorent les ONG. Sur le littoral nord, il existe certes encore quelques tentes mais elles sont disséminées dans les bois autour de Calais et de Dunkerque notamment, et régulièrement démantelées.

"Aucun être humain ne devrait vivre comme ça"

Dans le parc de Maurepas, "le monde entier est présent", note Fabien Touchard, co-coordonateur de l'antenne rennaise d'Utopia 56 : des Africains subsahariens, des Maghrébins, des Géorgiens, des Kosovars et même quelques Ukrainiens. Certaines de ces personnes sont en situation régulière, d'autres sans-papiers.

Si les personnes en règle déplorent "l'abandon" de l'État à leur égard, d'autres occupants du campement, en revanche, ne peuvent rien espérer. Les étrangers déboutés de l'asile - et ayant épousé tous leurs recours - sont généralement détenteurs d'une Obligation de quitter le territoire français (OQTF). À ce titre, les autorités ne leur fournissent plus ni logement, ni aides financières, et leur demandent de quitter le sol national.

"Aucun être humain ne devrait vivre comme ça", souffle toutefois Trésor Boko, responsable du collectif des immigrés abandonnés et des mineurs isolés de Rennes (Ciamir). Débouté de l'asile en 2024, ce Congolais vit à la rue depuis un an et dans le parc depuis deux mois. "Nos conditions de vie sont déplorables", regrette-t-il.



Trésor Boko est le responsable du collectif des immigrés abandonnés et des mineurs isolés de Rennes (Ciamir).
Crédit : InfoMigrants

Au fil du temps, Trésor est devenu le référent du campement et se montre indispensable à l'organisation du lieu. Celui que les habitants surnomme "président" est sans cesse sollicité. "Dès que j'apparaîs quelque part, on me demande quelque chose : un problème avec le gaz ou dans les toilettes, until n'a pas de matelas ou de couette, etc. Je fais de mon mieux pour essayer de régler les choses", assure-t-il.

Trésor, il est vrai, ne peut pas faire un pas sans que quelqu'un ne vienne le voir : là, une femme à la recherche d'une bâche ; ici un membre associatif lui demande son avis pour prêter une tente vide à un migrant ; ou encore un mineur isolé à la recherche de palettes pour surélever son abri. "Ils viennent même me voir la nuit quand il y a trop de bruit par exemple", affirme le Congolais.



Séance de coiffure dans le camp de Rennes, le 15 octobre 2025. Crédit : InfoMigrants

Il faut dire que les besoins des exilés sont immenses. Deux toilettes de chantier ont bien été installées par la mairie au début de leur occupation, et le parc compte deux latrines publiques. Mais les premières sont considérées comme "trop sales" par les migrants et les autres se situent à 200 mètres des habitations de fortune.

A lire aussi

[Dans le nord de la France, la maison Sésame, havre de paix dans l'enfer de l'exil](#)

Assis autour de leurs tentes, un groupe d'Africains subsahariens discutent. Elodie Mbangayo, une Congolaise de 51 ans, en attente de son rendez-vous à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), se dit d'emblée "fatiguée" de détailler son quotidien.

"Pour quoi faire ? Rien ne change de toute façon", déplore la mère de famille qui a été contrainte de laisser ses six enfants au pays. Mais finalement, elle accepte de parler et débite ses conditions de vie. "La nuit, je ne sors jamais de ma tente. Si j'ai envie d'aller aux toilettes je me retiens car j'ai trop peur d'être agressée en pleine nuit en me rendant dans les sanitaires", raconte-t-elle. Le parc n'est pas équipé d'éclairage public et il n'y a pas d'électricité. "Tout le monde a peur quand il fait noir", abonde Trésor Boko.

"On souffre ici"

L'accès à l'eau aussi a longtemps été problématique. Sous la pression de l'ONG Solidarité internationale, la Ville a accepté en août dernier d'équiper le camp d'une rampe d'eau avec quelques robinets. "C'est déjà ça mais c'est trop peu pour 300 personnes", estime Suzanne Mamet d'Utopia 56.

Tant bien que mal, la vie a beau s'être organisée dans le campement, les exilés ne cachent pas leur désespoir. "On souffre ici. On ne dort pas bien, on tombe malade car il fait froid le soir.

Comment va-t-on faire cet hiver dans ces conditions ?", s'inquiète Elodie Mbangayo.
"Souvent, j'ai envie de mourir. Comment la France peut nous abandonner de cette manière ?"



Elodie Mbangayo (au milieu), une Congolais de 51 ans, se dit "fatiguée" de vivre à la rue. Crédit : InfoMigrants

Hormis Utopia 56, aucune association ne vient régulièrement dans le parc de Maurepas. Résultat : les migrants n'ont pas accès aux soins, à des distributions de nourriture ou à une aide juridique. Utopia 56 organise chaque semaine des permanences pour tenter de répondre aux problèmes. "C'est un moment d'échange, on essaye d'aider les gens et de prendre du temps pour donner du matériel", précise Suzanne Mamet.

Cette dernière déplore l'isolement de ces personnes qui les rend particulièrement vulnérables et les expose aux dangers de la rue, notamment les femmes et les mineurs. "L'association l'Amicale du nid nous a déjà dit que des femmes de ce camp ont été recrutées par des proxénètes et embrigadées dans des réseaux de prostitution", rapporte Suzanne Mamet.



Le camp du parc Maurepas, à Rennes, existe depuis le 17 mars 2025. Crédit : InfoMigrants

Mais au milieu de cette précarité, on apprend aussi parfois des bonnes nouvelles. Alors qu'elle échange avec des bénévoles, Suzanne est interpellée par Médina, une petite fille de sept ans, originaire du Kosovo : "On a trouvé une maison", lance-t-elle gaiement, tout en sautillant. La fillette vit dans le camp depuis quatre mois avec ses trois autres sœurs et sa mère.

Cette famille vient d'apprendre que dans une semaine, elle sera hébergée par la mairie dans le cadre du programme "Hospitalité" de Rennes qui loge des sans-papiers jusqu'à la majorité des enfants. Ce dispositif inédit compte 900 places.

"On sera logé longtemps ou va encore devoir repartir ?", lâche Médina, qui a troqué quelques instants sa joie contre de l'inquiétude. "Jusqu'à tes 18 ans, tu as le temps, ne t'inquiète pas", lui répond Suzanne. Médina, rassurée, s'imagine alors sa nouvelle vie : "Je vais enfin pouvoir décorer ma chambre".